

Qui a organisé et orienté la gestion de la crise du Sars-Cov 2 ?

Dans les manifestations "anti-pass", "anti-vax", fleurissent des pancartes spontanées. Une question y est souvent abordée : qui a pu concevoir et mettre en pratique une telle gestion de la "pandémie" au niveau mondial ? Qui a pu décider d'imposer comme seul moyen d'y faire face le recours prioritaire à des "vaccins" encore en phase expérimentale, dont les effets à moyen et long terme sont encore inconnus, mais dont les effets à court terme sont de plus en plus évidents ? Qui a pu décider d'interdire le recours à des traitements "précoces" avec des médicaments expérimentés de longue date (Azithromycine, Ivermectine, Hydroxychloroquine...) ? Des traitements qui étaient connus et auraient pu éviter des millions de morts ? Qui a pu décider de mettre en pratique des mesures outrancièrement autoritaires de contrainte et de contrôle de la population ? Les pancartes des manifestants proposent des réponses. On y dénonce les "banksters", les BigPharma, les GAFAM, les milliardaires tels Bill Gates ou Bezos, etc. dont les fortunes ont connu depuis le début de la "pandémie" les plus importantes augmentations jamais enregistrées... et évidemment les politiciens et leurs gouvernements. En général on ne craint pas d'envisager des acteurs qui ont la capacité d'agir au niveau international. Des acteurs qui peuvent se concerter et mettre en place des projets en toute discrétion.

Cependant, pour les gens qui d'une façon ou d'une autre croient aux discours des médias et des gouvernements, se poser de telles questions relève du "complotisme", du "conspirationnisme", ces termes fourre-tout à la mode qui jettent l'infamie sur toute pensée qui n'épouse pas les versions officielles aux niveaux sanitaires ou politiques. Ces gens se disent que, après tout, les gouvernements et les institutions internationales, comme l'Organisation Mondiale de la Santé, sont obligés d'assurer un minimum de sécurité sanitaire aux populations ; qu'ils n'ont aucun intérêt à "mal gérer" la crise, même s'ils n'échappent pas aux incompétences et aux maladroitures. Imaginer qu'ils puissent être guidés par des intérêts autres que "*le bien-être de tous*", que des avantages économiques et politiques puissent être volontairement recherchés par des dirigeants au prix de millions de victimes, relèverait d'une absurdité excessivement malveillante.

Pour d'autres, moins candides, souvent des anti-capitalistes de longue date, ce qui les conduit à rejeter toute idée de manipulation intéressée, cordonnée dans la gestion de la crise sanitaire, c'est l'idée que les fractions des classes dominantes sont trop divisées, trop concurrentes pour mettre en place de telles pratiques et à une telle échelle. C'est surtout à ce dernier argument que ce texte voudrait répondre.

Il est vrai que la bourgeoisie mondiale est infestée de divisions, de concurrences impitoyables. Mais il est absurde d'en déduire qu'elle est incapable d'agir de concert dans certaines circonstances, qu'il n'existe pas des organisations internationales, des groupes, des réseaux d'influence capables d'exercer un pouvoir sur l'ensemble ou sur des secteurs importants de cette classe au niveau international, voire planétaire.

L'histoire a montré que face à une mise en question révolutionnaire de sa domination de classe elle sait coopérer malgré ses divisions et antagonismes.

L'exemple de la guerre franco-allemande de 1870 en est une belle illustration : face au soulèvement de la Commune de Paris, le gouvernement prussien s'est empressé de permettre au gouvernement français de régler la question dans le sang sans se soucier de l'ennemi qui le soutenait d'un œil compatissant et solidaire. Face à la mise en question de leur système les bourgeoisies nationales savent se soutenir mutuellement. On assista à une même coopération entre bourgeoisies de nombreux pays pour tenter d'étouffer les débuts de la Révolution Russe. Ainsi les armées blanches ont reçu l'aide de forces de l'extérieur de la Russie : le Japon, le Royaume-Uni, le Canada, la France, les États-Unis, l'Allemagne, l'Australie, la Grèce, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Belgique ont à un moment ou l'autre apporté leur soutien aux Armées Blanches.

Mais ce n'est pas que dans ce genre de circonstances que les riches savent et peuvent coopérer pour gérer leur système. Le capitalisme est le créateur du marché mondial et cela ne peut être géré sans un minimum d'entente et de coopération entre les participants. L'échange marchand est inscrit dans l'ADN du capitalisme.

Croit-on qu'à l'heure où l'économie et la vie sociale ont atteint un degré de mondialisation sans précédents dans l'histoire du capitalisme, et dans l'histoire tout court, il n'existe pas au sein des classes dominantes des forces capables de penser et de mettre en pratique des stratégies à l'échelle de cette réalité ?

Croit-on que les multinationales, dont le nombre a plus que doublé depuis 1990, (passant de 37 000 à 80 000 aujourd'hui), qui sont responsables des deux tiers du commerce mondial, ne réfléchissent pas à l'échelle de leurs pratiques ? Croit-on qu'elles ne sont pas capables de coopérer entre elles pour des projets spécifiques, tout en étant concurrentes par ailleurs ?

En fait ce qui est en question c'est comment fonctionnent les rapports entre fractions des classes dominantes.

Répondre à cette question n'est pas toujours une tâche facile lorsqu'on veut entrer dans les détails concrets de cet univers. Cela n'a rien à voir avec de simples rapports de hiérarchie où quelques uns dictent paisiblement des instructions à l'ensemble.

Les riches sont bien sûr divisés et cela de mille façons. Les oppositions entre pays, quelle que soit leur taille, ne sont qu'une des formes les plus évidentes des clivages qui les partagent et les opposent. Les membres des classes dominantes sont divisés, au niveau international comme au niveau national, par entreprises, par secteurs industriels, par clans, par réseaux d'influence, par idéologies, par religions... par "égos".

Ils ne sont pas pour autant incapables d'agir "ensemble", par groupes où réseaux, de coordonner l'action de plusieurs acteurs. Dans une telle jungle, où règne la loi du plus fort, où tous les coups sont permis, où pour se faire une place il ne faut pas hésiter à se débarrasser de tout scrupule, on ne peut survivre sans alliances... comme chez les chimpanzés.

Les antagonismes qui les partagent ne font pas que les diviser, ils les contraignent à nouer des accords, des ententes, de moyens de coopérer malgré les oppositions. Les plus forts ont évidemment les premiers rôles.

Cet univers est constitué d'un inextricable écheveau de rapports de forces. Un écheveau qu'il est généralement très difficile à pénétrer, à comprendre. Et cela pour deux raisons principales :

la première est l'opacité qui caractérise ces rapports, où le secret est une arme indispensable et omniprésente. Une opacité qui est savamment entretenue par un monceau de *fakenews* et de silences volontaires entrelacés dans un spectacle manipulateur offert *ad nauseam* comme information ; la deuxième raison tient à l'instabilité de ces rapports qui se nourrissent de trahisons, de changements et de ruptures d'alliances cyniques.

Malgré cela on peut dégager quelques lignes générales pour mettre en évidence les moyens dont se sert la classe dominante pour gérer ses affaires au niveau mondial.

Au niveau international il y a des organisations regroupant un nombre important de pays, parfois la quasi totalité d'entre eux. Elles sont financées par les États et parfois aussi par des contributeurs "privés". Leur action est le résultat d'une collaboration réelle, même si souvent difficile, entre différentes fractions de la classe dominante mondiale. Dans le domaine financier et monétaire des organisations comme le FMI, la Banque Mondiale, la Banque des règlements internationaux (BIS) jouent des rôles dont l'importance n'est pas à démontrer. Dans les domaines les plus divers il existe depuis longtemps des organisations comme l'Organisation des Nations Unies et toutes ses dépendances institutionnelles (OMS, UNESCO, UNICEF, HCR, FAO, FIDA). Dans tous les cas elles traduisent le besoin pour les fractions du capital mondial de tenter de coordonner leurs efforts pour pouvoir agir à des échelles toujours plus mondialisées. Elles y parviennent avec plus ou moins de succès. Parmi elles, l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé (194 pays) a joué un rôle central dans la gestion de la Covid.

Ces organisations sont elles mêmes souvent de véritables champs de bataille où les pays s'affrontent pour le leadership. La Chine mène depuis des années une politique systématique pour renforcer sa place dans ces institutions. Le directeur général de l'OMS, l'éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus est connu pour son allégeance au pouvoir chinois. Au cours de la crise de la Covid, l'OMS a fait l'objet du retrait formel (il faut un an pour que le retrait puisse être effectif) mais spectaculaire des États-Unis de l'organisation sous la présidence de Trump. (Après son élection, Biden s'est empressé d'annuler cette décision). Tout cela n'a pas empêché l'OMS de jouer un rôle de premier plan dans la gestion de la "pandémie".

Cette organisation est financée en partie par les cotisations et les contributions volontaires des États membres, mais aussi par des contributeurs privés : comme les grands laboratoires de BIG PHARMA ou des

fondations telles celle de Bill et Melinda Gates, ou la GAVI, l'Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation, créée en 2000 par les Gates. Cela fait de Bill Gates le premier contributeur privé de l'OMS et lui assure une place privilégiée auprès de la direction de l'organisation. (1)

Mais les organisations internationales ne sont pas les seuls lieux permettant aux différents secteurs de la classe dominante de réfléchir et d'agir ensemble malgré leurs divisions.

A côté de ces institutions il existe de nombreux endroits, organisations, réseaux où les puissants de ce monde se rencontrent régulièrement pour échanger et orienter d'éventuelles actions en commun. Certaines sont relativement "publiques", d'autres le sont beaucoup moins.

Un exemple important est le Forum Économique Mondial (le WEF, World Economic Forum), connu surtout pour la réunion annuelle en janvier à Davos, en Suisse. Mais le WEF ne se résume pas à cet événement. Il constitue une *"organisation de lobbying ... qui réunit des membres payants, des dirigeants d'entreprise, des responsables politiques du monde entier ainsi que des intellectuels et des journalistes, afin de débattre les problèmes les plus urgents de la planète, y compris dans les domaines de la santé et de l'environnement."*

Au delà de la réunion de Davos qui réunit des dirigeants du monde entier, y compris de la Chine, (Xi-Jinpin y était présent en 2017 accompagné d'une importante délégation ; il y revient en 2021 par visio-conférence) le WEF est une puissante organisation, fondée en 1971 par Klaus Schwab, à l'époque un professeur d'économie en Suisse. Elle comprend 550 employés permanents. Elle est financée principalement par les 1 000 entreprises membres, dont le chiffre d'affaires de chacune ne doit pas être inférieur à 5 milliards de dollars. Elle gère ou participe à la gestion de réseaux d'influence à travers un très grand nombre de pays et concernant de multiples aspects de la vie économique et sociale. Parmi eux, la communauté des *"Young Global Leaders"* qui regroupe plus de 750 dirigeants du monde entier âgés de moins de 40 ans, futurs probables responsables politiques d'importance. (2)

Un autre exemple notable de ce genre d'institutions est le "Groupe de Bilderberg". (3)

Il se réunit une fois par an et n'y participent que des personnalités invitées, entre 120 et 150 : leaders politiques, maîtres et experts de l'industrie, des finances, des universités, des médias... Les débats sont strictement confidentiels et les participants n'ont pas le droit de sortir de l'hôtel qui accueille la conférence pendant les deux jours et demi que dure la rencontre. La liste des participants à ces réunions vaut la peine d'être regardée : Emmanuel Macron fait partie des invités en 2014, Valérie Pécresse en 2013, mais aussi Bill Clinton en 1991, Angela Merkel en 2005, Bill Gates en 2010, Mike Pompeo en 2019... (4)

L'opacité de ce qui s'y discute et l'importance des participants ont depuis longtemps soulevé des accusations de vouloir constituer une conspiration mondiale visant à instaurer un gouvernement planétaire.

Les réponses à ces accusations par des participants cités par l'article de Wikipédia.fr sont intéressantes : L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine : *"Cette idée de complot est une farce. Le Bilderberg réunit des gens du même monde qui se rencontrent dans d'autres cercles."* Comme si une chose devait empêcher l'autre. Mais c'est en partie vrai. Il y a bien d'autres cercles de ce genre, moins connus mais bien réels, où ce même genre de gens se rencontrent, comme le cercle qui réunit régulièrement et en toute discrétion les principaux responsables de Big Pharma. L'appréciation du "Conseil fédéral suisse" est aussi intéressante : *"Du reste, il ne s'agit pas de négociations, mais de discussions qui permettent et favorisent une mise en réseau des idées et des personnes."* Comme c'est bien dit... à condition de préciser qu'il s'agit de réseaux de pouvoirs.

Enfin, un événement, peu connu du public, illustre les modes de fonctionnement au sein des classes dominantes. Il s'agit de la réunion tenue à New York, le 18 octobre 2019, 4 mois avant que l'OMS reconnaisse officiellement la "pandémie" de la Covid-19. Intitulée *"Event 201, a global pandemic exercise"*, elle est convoquée et organisée conjointement par le World Economic Forum, la Bill & Melinda Gates Foundation et le Johns Hopkins Center for Health Security.

L'exercice se donnait pour objectif d'examiner *"les domaines où il serait nécessaire de développer le partenariat entre le privé et le public afin de faire face à une sévère pandémie, en vue de limiter les conséquences économiques et sociales qui en découleraient."* (5)

Dans la quinzaine de participants on trouvait des personnalités telles que le vice-président du laboratoire pharmaceutique Johnson & Johnson, un représentant de la Banque Mondiale, le responsable du Chinese Center for Disease Control and Prevention, la directrice du Renseignement national américain...

Les classes dominantes sont effectivement divisées et concurrentes, mais elles ont appris depuis longtemps, à se donner les moyens de coordonner des actions, à agir au niveau global, sans pour autant faire disparaître totalement leurs antagonismes.

Dans la première moitié du XXe siècle, Paul Valéry écrivait : "*La guerre, c'est un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas.*"

Dans le cas présent, je ne prétends pas démêler tous les écheveaux des rapports de force qui ont permis jusqu'à présent, tant bien que mal, la gestion de la Covid au niveau mondial. Mais il est possible d'examiner déjà "à qui profite le crime ?" Qui avait intérêt à imposer comme seul moyen de combattre la "pandémie" le recours à des "vaccins", des injections géniques en phase expérimentale ? Qui avait intérêt à bannir les traitements précoces recourant à de vieux médicaments depuis longtemps expérimentés ? Qui avait intérêt à imposer des mesures sans précédents de contrôle social ? Etc.

Je distinguerai quatre domaines, quatre dimensions dans l'appréhension des acteurs qui tirent profit d'une telle gestion.

Une première dimension, qu'on pourrait nommer "médicale", concerne les profits tirés de la production et de la vente de vaccins et médicaments liés à la "pandémie". Big Pharma. Les profits de Pfizer, par exemple, (6) et des laboratoires qui ont produit les principaux vaccins sont si gigantesques qu'ils justifieraient sans hésitations pour ces laboratoires, réputés pour leur cynisme sans limites, souvent sanctionnés par de scandales pour des médicaments ayant causé des centaines de milliers de morts (7), les manœuvres les plus téméraires. Manœuvres qui leur sont possibles non seulement parce qu'ils pratiquent un chantage avec l'arme vitale de la santé, mais aussi parce qu'ils cultivent depuis toujours, grâce aux profits que ce chantage permet, une gigantesque corruption du milieu médical et politique de la base aux plus hauts niveaux des hiérarchies.

Une deuxième dimension, qu'on pourrait appeler "policière", relève des mesures autoritaires prises par les gouvernements vis-à-vis de leurs populations, justifiées par les besoins de la "pandémie". Indépendamment des convictions idéologiques des différents gouvernements, avoir recours à de nouveaux moyens pour mieux sangler et contrôler la société c'est toujours bon à prendre. Duterte aux Philippines a eu recours aux menaces de mort pour faire respecter les confinements ; les pass électroniques dans les pays les plus avancés se multiplient comme moyen d'établir un contrôle strict et totalitaire sur la vie de chaque citoyen. Big Brother est dans votre poche. Le totalitarisme électronique que l'État chinois développe actuellement avec le système de "Crédit social" est un modèle dont les classes dominantes de tous les pays peuvent rêver. (8) La gestion politique de la crise du Covid permet de mettre en place des mesures dans ce sens.

Certains "anti-complotistes" trouvent tout cela fallacieux car, disent-ils, la bourgeoisie ne se sent pas en danger, "nous ne sommes pas à la veille de l'insurrection".

Non seulement on croit que les classes dominantes ne peuvent rien organiser à échelle internationale, mais en outre on considère qu'elles ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Pourtant c'est le FMI, institution peu qualifiée de complotiste, qui au début de l'année 2021 publie un rapport mettant en garde contre les "*débordements sociaux*" qui suivront à court ou moyen terme la fin de la pandémie. (9)

Au-delà des effets "post-pandémie", les "experts" ne cessent d'avertir qu'il ne sera pas aisé de gérer socialement une économie dont l'automatisation, la numérisation, le recours de plus en plus invasif de l'intelligence artificielle annoncent la disparition de millions d'emplois sur toute la planète. Les risques de "*débordements sociaux*", comme ils disent, sont facilement prévisibles. Et les "experts" le disent clairement dans les documents qui décrivent l'avenir de la "Quatrième révolution industrielle", pour reprendre le terme de Klaus Schwab.

Au niveau des nécessités de maintien de l'ordre, la question de la vaccination a fourni aux gouvernements un très précieux instrument : la division de la population. Les vaccinés contre les non-vaccinés. Les "non-vaccinés" deviennent un bouc émissaire idéal. Les médias omniprésents matraquent : "Ils permettent au virus de se propager au nom de la défense de leur petite personne. Ce sont des égoïstes qui ne pensent qu'à eux. C'est à cause d'eux que les hôpitaux sont débordés", etc. Un des vieux mensonges qui accompagne souvent l'anti-sémitisme prétend que les juifs sont porteurs de maladies. Les gouvernements ont recours au vieux système de manipulation basé sur cette tendance de la nature humaine à se chercher des boucs émissaires pour se rassurer, comme chez les bonobos, particulièrement friands de ce mécanisme.

Paradoxalement, parmi les non-vaccinés (et les vaccinés de force) qui manifestent contre la vaccination obligatoire on trouve en très grand nombre le personnel hospitalier et les pompiers. Deux secteurs connus pour le dévouement et l'altruisme que leurs métiers exigent. Beaucoup d'infirmiers et d'infirmières, mais aussi des médecins, sont morts au cours de la première vague contaminés par les patients. En fait, il n'y a pas de paradoxe car ils se battent pour protéger la population contre ce qu'ils considèrent être un très grave danger : les dits "vaccins", qui ne sont en fait que des injections géniques en phase expérimentale.

Une troisième dimension où la gestion de la Covid a engendré des profits exceptionnels est celle des GAFAM ou Big Tech. L'isolement, l'atomisation, le cloisonnement impliqué par les confinements, le télétravail, la limitation de tous les contacts personnels directs, a fait exploser la demande de moyens de communication et de distractions électroniques (ordinateurs, smartphones, messageries, réseaux sociaux, jeux, etc.) A cela il faut ajouter le recours plus intensif au commerce par Internet, au "télétravail" ainsi qu'aux moyens électroniques nécessaires au contrôle de plus en plus intensif de la population. Tout cela a fait exploser les profits de Google, d'Apple, de Facebook, de Microsoft, de Zoom, mais aussi d'Amazon et de beaucoup de producteurs de biens électroniques.

Enfin, *last but not least*, une quatrième dimension relève d'un changement de politique économique en cours au niveau des pays du monde occidental.

Le projet du Grand Reset, la Grande réinitialisation, n'est pas une histoire inventée pas des "complotistes" en délire, comme certains le croient. (10) Présenté en 2020 par le prince Charles, prince héritier du trône du Royaume-Uni, et par Klaus Schwab, le président exécutif du WEF, le Grand Reset est la mise en place, à l'occasion de la pandémie de la Covid 19 d'un vieux projet : "La maîtrise de la Quatrième révolution industrielle" dont le principal auteur est Schwab. (11)

Ce projet fut un des thèmes du Forum de Davos en 2016 et fut encore abordé par celui de 2020, tenu exceptionnellement, COVID oblige, au mois de juin.

Il s'agit d'adapter l'économie mondiale aux nouvelles technologies appelées à bouleverser les méthodes de production industrielle, mais aussi de production tout court : la robotique, l'intelligence artificielle, les nanotechnologies, l'informatique quantique, l'internet des objets, l'internet des objets industriels, le consensus décentralisé, les technologies sans fil de la 5G, l'impression en 3D, les automobiles autonomes, les systèmes cyber-physiques, etc. Dans le livre sur le Great Reset, paru en juillet 2020 Klaus Schwab et Thierry Malleret écrivent que la pandémie de COVID *"représente une fenêtre d'opportunité rare mais étroite pour réfléchir, réimaginer et réinitialiser notre monde"*.

Deux soucis sont plus particulièrement mis en avant : la crise écologique et l'instabilité sociale que les bouleversements à venir ne manqueront pas de provoquer. Le livre préconise un *"monde moins clivant, moins polluant, moins destructeur, plus inclusif, plus équitable et plus juste que celui dans lequel nous vivons à l'ère pré-pandémique"*.

Ce n'est pas le lieu pour entrer dans tous les aspects de ce projet. Mais nous pouvons mettre en relief les avantages que ce projet a pu tirer de la crise de la Covid 19.

Le souci écologique sert de fondement aux énormes investissements publics qui sont annoncés. Dans les faits, nous assistons à un bouleversement de la gestion économique mondiale : la fin de la rigueur budgétaire "néo-libérale" au profit d'une gestion de type "néo-keynésien" des déficits et des dettes publiques. Les dépenses astronomiques que les gouvernements ont engagé au nom de "la guerre contre le virus", le *"coûte que coûte"* de Macron, en sont une concrétisation.

Nous vivons une période de bouleversement au niveau économique analogue à celle de la fin des années 1970 – début des années 1980. A l'époque il s'agissait de passer des politiques "keynésiennes", auxquelles on attribuait pourtant le succès des "Trente glorieuses", aux politiques dites "néo-libérales", dont Thatcher et Reagan symbolisaient le triomphe.

Le souci social avec ses formules sur "*un monde moins clivant, ... plus inclusif, plus équitable*" traduisent en fait le projet d'un rôle plus important, plus présent, plus intrusif de l'État dans la vie de la population. Les défenseurs du projet sont naturellement d'accord avec les mesures prises pendant la crise sanitaire restreignant de façon sans précédent les libertés individuelles et collectives... "pour le bien de tous". La vaccination obligatoire, la généralisation des "pass sanitaires" électroniques sont saluées par des syndicats, tels la CGT par des partis de gauche en France et ailleurs, mais aussi par des personnalités "socialistes" comme Noam Chomsky. Cette nouvelle présence totalitaire, intime, de l'État réveille en eux peut-être une certaine nostalgie du "*socialisme réel*" du XXe siècle.

Pour les porteurs du projet de "réinitialisation" du capitalisme, c'est un bon début.

Ils parlent de "*lancer une quatrième révolution industrielle, en créant une infrastructure économique et publique numérique*". Les "pass" numériques au cœur de la vie quotidienne en sont une annonce.

Les auteurs du projet affirment clairement que les futures pertes d'emploi et les bouleversements des conditions de travail provoqués par les défis de la "Quatrième révolution industrielle" engendreront des mouvements sociaux importants. Les nouveaux instruments numériques feront partie des armes pour maintenir l'ordre d'un "*capitalisme responsable*" comme aime à l'appeler Klaus Schwab.

Les projets de numérisation centralisée des revenus et de la monnaie, les projets de "revenu universel", (en fait, une généralisation du revenu minimum de survie) font partie du corset économique et social que la "pandémie" a commencé à renforcer.

Le "retour de l'État-providence" annoncé et mis en pratique pendant la "pandémie" est le projet d'une société de surveillance et de soumission.

On le voit, comme dans le célèbre roman d'Agatha Christie, *Le Crime de l'Orient-Express*, l'auteur du crime n'est pas un individu mais un ensemble où chacune des parties trouve son intérêt.

Conclusion : la classe capitaliste est effectivement divisée et régie par les impitoyables lois de la concurrence, mais cela ne l'empêche pas de coopérer dans certaines circonstances et sous la pression des réseaux les plus influents du moment. La gestion de la crise du Covid n'est pas une illustration de son impuissance et de sa maladresse à agir "pour le bien de tous" mais une nouvelle démonstration de ses cyniques capacités de manipulation au profit de la survie de sa domination.

Raoul Victor, 18 janvier 2022

Notes :

1. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_mondiale_de_la_sant%C3%A9#cite_ref-OmsPays_2-0)

2. Il est vraiment instructif de lire ce qu'en dit Wikipédia en anglais et français :

https://en.wikipedia.org/wiki/World_Economic_Forum

https://fr.wikipedia.org/wiki/Forum_%C3%A9conomique_mondial)

Quant aux *Young Global Leaders*, voici quelques "*membres notables et anciens*" :

Emmanuel Macron, élu président de la France en 2017 ; Alexander De Croo, Premier ministre de la Belgique depuis octobre 2020 ; Sebastian Kurz, chancelier fédéral de l'Autriche de 2017 à 2019 et de 2020 à 2021 ; Jacinda Ardern, première ministre de la Nouvelle Zélande depuis octobre 2017 ; Sanna Marin, première ministre de la Finlande depuis le depuis décembre 2019...

Mais aussi Ma Yun, chinois, créateur et président d'un des plus grands géants du commerce en ligne , Alibaba ; Mark Elliot Zuckerberg, PDG de Facebook ; Sergei Brin et Larry Page, cofondateurs de Google...

https://fr.wikipedia.org/wiki/Young_Global_Leaders

3. https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_Bilderberg

4. https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_membres_du_groupe_Bilderberg

5. https://wikispooks.com/wiki/Event_201

6. <https://edition.cnn.com/2021/11/02/business/pfizer-earnings/index.html>

7. https://www.lemonde.fr/culture/article/2019/02/21/antidouleurs-l-amerique-devastee-un-scandale-sanitaire-hors-du-commun_5426103_3246.html
8. https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_de_cr%C3%A9dit_social
9. <https://www.anti-k.org/2021/02/22/une-etude-du-fmi-prevoit-une-vague-d'explosions-sociales-apres-la-pandemie/?shared=email&msg=fail>
10. https://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_r%C3%A9initialisation
https://en.wikipedia.org/wiki/Great_Reset
11. https://en.wikipedia.org/wiki/Fourth_Industrial_Revolution